

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/NGBT/W/12/Add.9/Rev.2

30 avril 1996

(96-1675)

**Groupe de négociation sur les
télécommunications de base**

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA SUISSE

Liste d'engagements spécifiques concernant les télécommunications de base

Révision

La communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe de négociation sur les télécommunications de base à la demande de la Suisse.

En application des décisions prises par le Groupe de négociation sur les télécommunications de base, la Suisse soumet ci-après sa liste d'engagements spécifiques concernant les services de télécommunications de base.

SUISSE - PROJET DE LISTE D'ENGAGEMENTS SPECIFIQUES CONCERNANT LES TELECOMMUNICATIONS DE BASE

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
II. ENGAGEMENTS SECTORIELS			
2.C. SERVICES DE TELECOMMUNICATION ¹ Tous les secteurs des télécommunications	<ul style="list-style-type: none">- La Partie I (Engagements horizontaux) de la Liste d'engagements spécifiques de la Suisse (GATS/SC/83, avril 1994) s'applique aux secteurs dont la liste est donnée ci-dessous- Monopole fédéral des infrastructures de réseaux*- Prescriptions en matière de licences pour les réseaux de radiocommunication attribués sous réserve de disponibilité du spectre	<ul style="list-style-type: none">- La Partie I (Engagements horizontaux) de la Liste d'engagements spécifiques de la Suisse (GATS/SC/83, avril 1994) s'applique aux secteurs dont la liste est donnée ci-dessous	Voir l'annexe

1 La Loi fédérale sur les télécommunications est en cours de révision. Le gouvernement présentera au Parlement un nouveau projet de loi vers le milieu de 1996. Le projet de loi prévoit notamment la suppression des droits monopolistiques subsistants des PTT suisses en ce qui concerne les installations de réseaux et les services de téléphone. Le Parlement engagera des débats sur la proposition du gouvernement en automne 1996, et il devrait voter sur cette proposition vers le milieu de 1997. Compte tenu d'une période de trois mois à prévoir pour un éventuel référendum, la nouvelle loi pourrait entrer en vigueur le 1er janvier 1998. A la suite des décisions qui auront été prises par le législateur, le gouvernement suisse améliorera les engagements relatifs aux télécommunications de base au titre de l'AGCS parallèlement à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, en tenant compte du niveau des engagements des autres Membres. Les indications signalées par un astérisque (*) seront modifiées en conséquence.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>a) Services de téléphone (CPC 7521)</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour groupes fermés d'utilisateurs sur lignes louées (à destination unique): un groupe fermé d'utilisateurs est défini par la législation suisse comme un groupe de personnes ayant un intérêt économique commun stable préexistant, généralement fondé sur des investissements contractuels ou à long terme - autres services de téléphone 	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I</p> <p>1) Les PTT suisses sont le seul exploitant autorisé à fournir des services de téléphone autres que les services pour groupes fermés d'utilisateurs (définition ci-dessus) sur lignes louées (à destination unique)*</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Les PTT suisses sont le seul exploitant autorisé à fournir des services de téléphone autres que les services pour groupes fermés d'utilisateurs (définition ci-dessus) sur lignes louées (à destination unique)*</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I</p> <p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
b) Transmission de données avec commutation par paquets (partie de CPC 7523)	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I	
	1) Néant	1) Néant	
	2) Néant	2) Néant	
	3) Néant	3) Néant	
c) Transmission de données avec commutation de circuits (partie de CPC 7523)	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I	
	1) Néant	1) Néant	
	2) Néant	2) Néant	
	3) Néant	3) Néant	
d) Services de téléx (partie de CPC 7523)	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I	
	1) Néant	1) Néant	
	2) Néant	2) Néant	
	3) Néant	3) Néant	
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
e) Services de télégraphe (CPC 7522)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I	
f) Services de télécopie (partie de CPC 7521 + partie de 7529)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I	
g) Services de circuits loués privés (partie de CPC 7522 + partie de 7523) - Services de téléphone pour groupes fermés d'utilisateurs (définition ci-dessus) sur lignes louées (à destination unique)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
- Autres services de téléphone	1) Les PTT suisses sont le seul exploitant autorisé à fournir des services de téléphone autres que les services pour groupes fermés d'utilisateurs (définition ci-dessus) sur lignes louées (à destination unique)*	1) Néant	
	2) Néant	2) Néant	
	3) Les PTT suisses sont le seul exploitant autorisé à fournir des services de téléphone autres que les services pour groupes fermés d'utilisateurs (définition ci-dessus) sur lignes louées (à destination unique)*	3) Néant	
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I	
- Autres services de circuits loués privés	1) Néant	1) Néant	
	2) Néant	2) Néant	
	3) Néant	3) Néant	
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I	4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la Partie I	

Annexe

Suisse: Engagements additionnels concernant les télécommunications de base

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunications de base.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau ou service public de transport des télécommunications

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunications de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriée seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur, dans les cas où des engagements spécifiques sont souscrits.

2.2 Interconnexion à assurer

L'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte que tout fournisseur ayant un droit monopolistique mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

- a) à tout moment, soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public,

à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunications de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en oeuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'Etat.